

LE MJS

AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

Le 21 novembre dernier, le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) fêtait les cinq ans de son autonomie vis-à-vis du Parti Socialiste. Cinq années durant lesquelles le MJS, doté d'une nouvelle orientation politique fondée sur une analyse contemporaine des rapports de force économiques et sociaux, s'est développé dans la jeunesse pour en faire aujourd'hui le principal mouvement politique de jeunesse...



Le stand MJS lors de la dernière Fête de la Rose

MJS : de Strasbourg au Conseil Régional

Si la droite est notre adversaire, l'extrême-droite est notre ennemie. C'est en partant de ce principe clair que le MJS a décrété, dès son origine, son combat contre le FN. Sa mobilisation a pris des formes multiples. Nationalement, en 1997, les Jeunes Socialistes participent à la campagne contre la tentative du FN de récupérer le symbole de la réconciliation franco-allemande et de l'Europe Strasbourg, en y tenant son congrès. Le résultat est une

manifestation festive et citoyenne rassemblant plus de 50 000 manifestants. C'est le choix du Mouvement des Jeunes Socialistes de tenir son congrès à Toulon pour marquer que «la République est partout chez elle», préfigurant ainsi la victoire de la gauche aux régionales et celle d'Odette Casanova à la législative partielle. Mais ce combat est tout aussi important en Bretagne. Monsieur Josselin de Rohan a choisi de façon consciente d'offrir des délégations à l'extrême-droite et vient aujourd'hui encore

d'octroyer un secrétariat de commission à Olivier Morize du FN. Contre cette collusion de fait, le combat des Jeunes Socialistes bretons aux côtés de toutes les organisations citoyennes a commencé par une manifestation devant le Conseil Régional. Cette lutte ne fait que commencer. Nous avons conscience que notre mobilisation contre le FN passe par un militantisme de terrain. Nous devons aller à la rencontre de tous les électeurs sans nous contenter de dénoncer le discours raciste et anti-so-

cial du FN mais en lui opposant une alternative claire. C'est par la réduction du temps de travail, les emplois-jeunes, l'Europe et notre capacité à en faire des outils pour l'emploi et la démocratie que nous pourrons le mieux faire régresser le FN. Les avancées de la gauche font les reculs de l'extrême-droite.

*Jean-Philippe
MJS 35.*



NOM : QUENTEL

Prénom : Ronan

Age : 20 ans

Activité : Etudiant en 2^e année éco

Responsabilité : Patron du MJS !...

Depuis deux ans que je milite au MJS, j'ai pu voir le chemin parcouru par notre mouvement, tant au niveau de sa reconnaissance par le Parti Socialiste que par sa reconnaissance politique tout simplement. Loin d'être seulement une force d'appoint pour les élections, le MJS a toujours été et reste aujourd'hui encore une force de proposition sur nombre de sujets (la semaine de quatre jours, l'Europe fédérale, la toxicomanie...), sujet que nous défendons de notre côté dans la population et que, grâce aux jeunes socialistes présents dans les sections, nous essayons de faire avancer au sein même du Parti.

Ainsi, va s'ouvrir dans quelques jours au sein du MJS notre «hiver européen» : d'ici à février, date de notre Convention Nationale sur ce thème, nous aurons collectivement débattu autour de quinze thèmes, thèmes qui formeront notre *Manifeste pour l'Europe*. Et c'est sur ce manifeste que nous mènerons la campagne pour les européennes. Lier le débat à l'action, voilà notre credo !

Un socialisme aux couleurs de l'Europe ?

L'année politique 1999 sera européenne... ou ne sera pas. Dans la perspective des prochaines élections du Parlement Européen, les formations politiques, en général, et nous, socialistes en particulier, ne pourrions faire l'économie d'une véritable réflexion sur le visage dont nous souhaitons doter l'Europe du III^e millénaire. La configuration politique exceptionnelle dans l'Union Européenne offre une occasion privilégiée de faire progresser ensemble l'Europe. Parce que diriger onze gouvernements sur quinze ne suffit pas à fonder une Europe socialiste, l'heure est à la définition d'une vision commune qui permette aux Européens une réelle identification à cette politique d'intégration du *vieux continent*. Parce que l'Europe ne saurait être un espace soumis uniquement aux règles d'une régulation par le marché, il est temps d'affirmer une spécificité européenne que nous ne devons pas craindre de baptiser modèle européen... Oui, l'Europe doit fournir une solution alternative à l'hégémonie d'un capitalisme débridé. Oui, il existe un modèle social européen. Oui, l'Union Européenne doit être le terrain d'expérimentation d'une économie au service de l'Homme.

L'affirmation d'une citoyenneté européenne passe ainsi par des initiatives politiques. Elle nécessite qu'au-delà d'un drapeau, d'une monnaie, d'une mention sur un passeport ou d'un hymne, tous les citoyens communautaires puissent s'identifier à de véritables droits en commun : droits fondamentaux (au premier rang desquels la liberté et l'égalité) mais aussi des droits sociaux. Les jeunes socialistes européens entendent ainsi œuvrer à l'adoption par les 15 d'une véritable charte des droits qui n'ait pas seulement un caractère cognitif. La citoyenneté sociale est en effet le corollaire évident d'une citoyenneté politique pour laquelle beaucoup de progrès restent encore à faire. L'harmonisation des modes de scrutin pour les élections européennes et l'interdiction du cumul des mandats constituent autant de conditions *sine qua non* d'une représentation des peuples dans des instances communautaires remaniées.

Nathalie

Les 10 ans du RMI : un outil de lutte contre la précarité



Face à la paupérisation d'une partie de la société, le Revenu Minimum d'Insertion, créé en 1988, a permis la réinsertion d'un million de personnes sur les 3 millions qui sont ou en étaient bénéficiaires. On constate que cet outil ne parvient plus à répondre à l'attente de 5 millions d'exclus. Face à ce phénomène, des voix s'élèvent, tel Alain Madelin, pour réclamer la création d'un Revenu Minimum d'Existence, donné à tous sans condition de ressources.

La réalité est bien différente. Ceux qui sont écartés de l'emploi ne sont pas libres : ils galèrent. La société, en les privant d'emplois, les prive de tout : de revenu, bien sûr, mais de statut

social, de droit à la parole. Et ceux qui parviennent malgré tout à trouver un emploi se voient soumis à une pression grandissante en matière de condition de travail. Le rêve d'une humanité libérée de la malédiction du travail se transforme en cauchemar d'individus exclus ou exploités.

La politique du gouvernement de Lionel Jospin par la réduction du temps de travail, les emplois jeunes, une Europe au service de l'emploi et la loi contre les exclusions sociales, est celle qui permettra à chacun de trouver sa place dans la société. L'ambition à avoir pour le RMI est de permettre qu'il soit un véritable outil d'insertion en augmentant l'encadrement et les crédits nécessaires pour que ce revenu minimum soit pleinement un instrument d'insertion.

Dans ce combat, la droite a choisi son camp en tentant de couper plus d'un milliard de francs, dans les crédits alloués au RMI par un amendement au Sénat.

Vincen